

« Mais d'où venez-vous ? »

**Outil réflexif à partir d'une rencontre organisée par Culture et
Démocratie ASBL et Entrez lire dans le cadre du Festival Passa
Porta.**

**Dimanche 27 mars 2011
A l'Eglise du Béguinage, Bruxelles.**



CULTURE ET DÉMOCRATIE

Un dossier réalisé avec le soutien de la Fédération Wallonie Bruxelles

Introduction

La seule véritable hospitalité est celle qui crée du lien sans créer de dette

Françoise Collin

Novembre 2010. Le Festival Passa Porta, avec qui Culture et Démocratie avait collaboré lors de l'édition 2009¹, propose à nouveau à notre association un partenariat pour leur troisième édition. Tous les deux ans en effet, le Festival Passa Porta prend rendez-vous avec les publics bruxellois, belges et internationaux pour faire vivre la ville de Bruxelles au rythme de cet événement littéraire incontournable. Choissant résolument la carte du multilinguisme et d'une orientation internationale, le Festival Passa Porta se veut, à l'image de Bruxelles, urbain, ouvert, international, un lieu d'échanges, de dialogues et de découvertes. Cette troisième édition a pour thème « On the move » : se déplacer, partir, déménager, voyager, migrer, se découvrir, fuir... Voyages réels, immobiles ou imaginaires. Départs contraints ou volontaires. Exils et errances... Le dimanche 27 mars, "On the move" a pris place au cœur d'un parcours dans le centre de Bruxelles. A l'Eglise du béguinage ce même jour était donc proposé par Culture et Démocratie une rencontre entre Sylvie Granotier (auteure), François de Smet (philosophe) et Mathieu Bietlot (philosophe et politologue, modérateur de la rencontre). Sylvie Granotier, avec Michèle Lesbre, ont écouté et retranscrit dans leur roman « Mais d'où venez-vous ? » les histoires individuelles et pourtant universelles de ceux dont l'exil s'est arrêté dans une prison parisienne. A l'Eglise du Béguinage toujours étaient exposées pour l'occasion les œuvres photographiques du reportage de Frédéric Pauwels sur l'occupation de cette église par des sans papiers en 1998-1999.

Le sujet de cette rencontre est bien à la croisée des préoccupations de Culture et Démocratie dont l'objet social est de promouvoir la culture en tant que valeur démocratique dans la société. L'association fonde son action sur les principes de participation, de solidarité et de responsabilité. Elle veut prouver concrètement et pratiquement l'implication du monde culturel dans la vie sociale. Elle défend activement la place de la culture auprès des institutions publiques, ainsi que de tout autre organisme public ou privé. Culture et Démocratie encourage l'accès et la participation de tous à la vie culturelle, sans exclusion. Elle affirme le rôle essentiel de l'art et de la culture dans l'épanouissement de la personne et insiste pour que, dans la structure et le fonctionnement de la société, une place centrale leur soit réservée.

Sans exclusion donc...ni celle d'être sans papiers (on est jamais sans papiers, on a juste pas les « bons » papiers au bon endroit au bon moment)...ni celle d'être emprisonné...

Si Culture et Démocratie travaille en effet pour encourager l'accès et la participation culturelle de tous (sujet vaste !), elle a recentré ces actions sur certaines thématiques. Ainsi, le

¹ La rencontre « Démocratie contre culture ? » organisée en 2009 avait réuni Bernard Focroulle, Pierre Legros et Zoé Valdés autour de la modératrice Françoise Wolff pour débattre des rapports entre démocratie et culture. A l'heure de l'audimat et de la marchandisation des biens culturels, que deviennent les expressions artistiques traditionnelles ou contemporaines ? Voir la synthèse de cette rencontre sur le site de Culture et Démocratie : http://www.cultureetdemocratie.be/fr/documents/nw_40/Democratiecontreculture.pdf

chantier culture et prison (en partenariat avec le réseau « Art et prison »²) cherche, depuis quelques années, à construire des passerelles entre le milieu carcéral et la société, dans les domaines artistiques et culturels. Tout en recherchant un meilleur équilibre entre la logique sécuritaire des prisons et les besoins culturels des détenus, il veille à défendre et promouvoir, auprès de tous les milieux concernés, la nécessité d'activités artistiques et culturelles en lien avec la réinsertion du détenu dans un projet de vie durable ; à développer, organiser, mettre en réseau et à évaluer des stratégies globales, en matière de politiques, de programmes et de projets de création artistique et culturelle en milieu pénitentiaire³.

D'un autre côté, la question de l'accès et la participation culturelle des demandeurs d'asiles pourrait donc, et nous le souhaitons, devenir un prochain chantier de notre association.

En effet, depuis plusieurs années, des projets artistiques se développent dans les lieux d'accueil pour demandeurs d'asile : ateliers de théâtre, vidéo, film, fresques, etc. Certains sont diffusés, sortent des structures d'accueil, vont à la rencontre de publics. Des ponts sont ainsi jetés, des liens se tissent entre les participants et des voisins, des habitants du pays d'accueil. Ces projets naissent de rencontres avec des artistes et influencent le travail de ces derniers, nourrissent les uns et les autres. Des artistes réfugiés, professionnels ou non, témoignent également à travers leur art de leurs réalités. Des personnes en attente de statut prennent ainsi la parole via une action culturelle et expriment parfois leurs réalités, parcours d'exil et souffrances dans le pays d'origine. Les demandeurs d'asile constituent un public particulièrement vulnérable en Belgique, déracinés, dans l'attente angoissante d'un avenir, peu considérés par les citoyens de la société d'accueil. Leur participation à des projets culturels constitue donc un formidable levier pour leur intégration et comporte de multiples effets bénéfiques : expression, prise de confiance, création de liens avec des citoyens du pays d'accueil, reprise de sens, etc.

L'actualité de ces dernières années a mis en lumière la saturation des lieux d'accueil pour demandeurs d'asile ainsi que la problématique cruciale de la régularisation des personnes sans-papiers. Dans ce contexte difficile, il nous semble important de mettre en avant les bénéfices et plus-values de leur accès et participation culturelle au niveau de leur intégration. Il semble aujourd'hui essentiel de donner une visibilité aux projets artistiques et initiatives culturelles réalisés par et avec des personnes réfugiées ; de donner la parole aux participants et animateurs de ces projets ; d'encourager la diffusion des productions culturelles (films, spectacles, œuvres plastiques, etc.) réalisées par des personnes demandeurs d'asile en leur mettant à disposition des écoles, lieux associatifs, culturels ; d'informer et de sensibiliser aux réalités de l'exil et de l'asile et d'encourager le dialogue interculturel, de réfléchir aux enjeux de l'accès et de la participation à la vie culturelle des personnes demandeurs d'asile ainsi qu'aux outils, moyens et méthodes à mettre en œuvre, de diffuser un argumentaire montrant la nécessité d'introduire et de renforcer les pratiques culturelles dans l'accueil des demandeurs d'asile, de développer des échanges entre les acteurs concernés (professionnels de l'accueil, de la culture, personnes demandeurs d'asile, politiques, etc.), de les mettre en réseau, de définir des pistes pour un développement durable d'actions culturelles dans l'accueil des personnes demandeurs d'asile ; de favoriser le partenariat entre artistes et personnel des milieux d'accueil pour demandeurs d'asile, de proposer des journées de formations et des sensibilisations aux pratiques artistiques aux personnes en charge des activités culturelles dans les centres pour demandeurs d'asile, mais aussi aux artistes.

² Consultez le site Internet du réseau Art et Prison : www.artetprison.be

³ Pour consulter les publications de Culture et Démocratie liées à ce chantier, veuillez vous rendre sur notre site Internet : http://www.cultureetdemocratie.be/fr/axes/culture_et_solidarite/liens.shtml

Les expressions artistiques jouent donc, et nous en sommes convaincus, un rôle positif par rapport à l'épanouissement et l'intégration des personnes demandeurs d'asile et incarcérées. L'art et la culture sont des formidables leviers de lutte contre l'exclusion.

La rencontre proposée lors du festival Passa Porta était une première étape aux réflexions et au combat que mène Culture et Démocratie.

Mais, ici, et c'est important de le souligner, l'objectif des deux auteures n'étaient pas celle de l'intégration de ces personnes dans « notre » société : tous ces gens rencontrés étaient malheureusement en prison comme en « transit » attendant pour la plupart d'être extradés. Elles ne voulaient pas non plus revêtir la fonction de journaliste politique, d'écrivain documentaire, d'assistant social, d'avocat, de psychologue ni d'art-thérapeute. Non, l'unique et noble démarche des écrivaines a été de prêter leur outil de travail, leur plume, à ce que ces détenus sans papiers avaient envie de raconter, que ce soit vrai ou faux (ce sont des auteures de fiction), mais avec le sentiment profond que ces histoires rendraient une voix singulière à ces personnes au delà des murs de béton afin de porter à l'extérieur les réalités de l'exil, de l'asile et de l'enfermement car, derrière chaque réfugié, il n'y a pas un chiffre de statistique, mais une personne avec une histoire de peur, de perte et de souffrance, mais aussi de courage et de force – l'histoire de l'espoir en un avenir meilleur.

Mais avant tout, leur approche était portée, et Culture et Démocratie les rejoint sans nul aucun doute, par la conviction profonde que la pratique artistique permet de retrouver le chemin de sa réalité, de son histoire, de renouer avec le passé et d'accéder au présent.

Compte-rendu de la rencontre

Mathieu Bietlot : Cette rencontre va tourner autour du livre « Mais d'où venez-vous ? » de Sylvie Granotier et Michèle Lèsbre , sur des histoires, des anecdotes, des récits de personnes détenues en prison pour des faits de droit commun et, en plus, sans papiers, issues de l'immigration. Immigration que vous avez, Sylvie Granotier, vécue aussi. Vous êtes née en Algérie, vous avez passé votre enfance entre la France et le Maroc et, par la suite, vous avez beaucoup voyagé. Il y a peut-être quelque chose de personnel dans le choix de ce sujet. Pour discuter avec nous, il y a aussi François De Smet. François est docteur en philosophie à l'ULB. Il est collaborateur scientifique au centre de théories politiques. Il est par ailleurs directeur d'une AMO qui s'appelle « Promo Jeune ». Il a aussi travaillé pendant 4 ans au Centre d'Égalité des Chances au service migration. Il a notamment écrit un livre qui s'appelle « Colère identitaire » qui porte sur des questions de racisme, d'intégration et de migration. Il apportera sûrement un regard extérieur, plus politique ou philosophique sur la question de l'immigration. Mais pour commencer, je vous propose de parler du livre, un livre très touchant et très agréable à lire, qui, je pense, à pris comme parti de donner une voix, un visage, un nom, une histoire à ces personnes issues de l'immigration et aux sans papiers et qui sont trop souvent, dans les médias et surtout dans les discours politiques, réduits à des chiffres, à des dossiers, à des statistiques, à des flux...

Vous commencez votre livre en disant que le ministre français de l'intégration, en parlant du film « Welcome », dit « effectivement, si on prend un cas individuel, ça peut émouvoir, mais moi, en tant que ministre, je ne m'occupe que de chiffres ».

Sylvie Granotier : Oui c'est vrai. Cette phrase a été un déclencheur pour l'écriture, en tout cas pour la préface. Ca m'a rappelé Jean Luc Godard qui disait : « si je devais faire un film sur les camps de concentration - c'est l'immontable, "on ne peut pas!", c'est l'indicible, l'infilmable – moi, je pense que je montrerai les fonctionnaires dans leurs bureaux qui alignent des chiffres, disent « bon, on a une masse de X centaines de milliers de personnes et donc, où est-ce qu'on les met ? Combien d'espace il faut pour chacun ? etc. » sauf qu'on oublie que ce sont des personnes ». C'est une déshumanisation et qu'un homme politique puisse ne pas se rendre compte de l'énormité qu'il est en train de dire: « ha ben oui, j'ai vu Welcome, forcément, ha ben oui, au départ on est ému, c'est l'histoire d'une personne et moi, je m'occupe de chiffres » et qu'il n'y a aucun journaliste qui est venu lui dire que « vos chiffres, ce sont des personnes, ce ne sont pas des chiffres ! ». Avec Michèle, nous sommes allées en tant qu'écrivains dans cette optique, rencontrer des personnes. On a été appelées par un travailleur social qui s'inquiétait à juste titre du non statut - parce quand on a un non statut dehors, on a aussi un non statut dedans – de ces sans papiers. Il ne savait pas quoi en faire. Ils n'avaient pas accès à la même activité que les autres, ils étaient là en transit, en quelque sorte, et, en général, pour être extradés à la sortie. Ce travailleur social avait essayé d'organiser des activités qui, à l'origine, devaient être musicales : écriture de chansons, faire un disque, faire sortir une parole, mais le disque ne s'est pas fait. Mais nous, écrivains, quand on les a rencontrés, et à chaque fois qu'on en rencontrait un nouveau, on disait la vérité qui est « on n'a pas les moyens de vous aider financièrement, on n'a pas les moyens de vous aider administrativement, on est écrivain. Ce qu'on peut faire c'est mettre notre plume à votre service et faire entendre vos voix » parce qu'on dit les « sans papiers », comme on dit les « SDF », comme s'il n'y avait pas d'individus mais que c'était une masse. Là aussi, ça déshumanise. Donc l'idée, c'était : autant de personnes rencontrées, autant d'histoires.

Mathieu Bietlot: Avant de revenir sur le comment ça s'est passé, j'aimerais justement, pour donner goût au public, que vous nous racontiez quelques unes de ces histoires qui permettent de se rendre compte que ces personnes, sans papiers, ces détenus dont on peut avoir peur, ce sont avant tout des humains, ce sont des gens qui ont une histoire, des gens avec qui on peut créer un lien de proximité contrairement à la peur qui éloigne.

Sylvie Granotier: J'ai déjà fait des choses dans des prisons, j'y ai rencontré des gens et, une chose qui est frappante, c'est qu'on s'ennuie mortellement. On a accès à très peu d'espaces ouverts, à assez peu d'activités, c'est lugubre et encore, quand on est sans papiers, c'est redoublé, car c'est vivre constamment avec la peur au ventre du moment du jugement qui peut amener à l'extradition. C'est comme une histoire que je raconte dans le livre : on a expulsé un africain au Sénégal, mais il disait qu'il n'était pas Sénégalais. On l'a embarqué dans l'avion, il avait tellement peur qu'il était trempé de sueur, quand ils l'ont vus à l'aéroport de Dakar, il était tellement trempé de sueur qu'ils ont du le sécher. On n'imagine pas l'épreuve. Les flics Sénégalais ont dit qu'il n'était pas Sénégalais, ne comprenant pas sa langue. Alors les flics Français ont répondu qu'on leur avait demandé de l'amener ici. Les policiers Sénégalais répondent qu'ils n'en veulent pas. On l'a donc ramené.

Ca avait été chiffré, je n'ai plus le chiffre en tête, combien coûte ce type de déplacement avec deux flics qui accompagnent et qui, en plus, accumulent des miles et, grâce à ces miles, peuvent se payer des vacances ! Il y a donc des policiers qui ont pu se payer des vacances avec l'extradition de sans papier. .. On est dans une espèce d'aberration générale totale.

Et donc, aller en prison, ça ne doit pas être un devoir, on ne doit pas y aller avec son cœur en bandoulière et dire « c'est affreux ce qu'il vous arrive », mais décider d'être dans la vie et dans la rencontre et, qu'au moins, on passe un bon moment ensemble.

Donc on a parlé selon les jours, les humeurs, on a parlé de choses différentes comme le thème de l'enfance. Par exemple, il y a un tunisien qui est venu nous raconter que son père adorait le cinéma mais qu'il n'avait pas assez d'argent pour payer des places de cinéma à toute sa famille. Il en achetait donc une. Le père faisait une douzaine de kilomètre à pied pour aller au cinéma. Il adorait les Westerns. Toute la famille attendait son retour avec excitation, car, une fois rentré, le père racontait tout le film en le mimant dans les détails. Il faut s'imaginer le Tunisien, en prison, en train de mimer son père raconter le film. Tout cela évoque des souvenirs chez tous les autres prisonniers qui se mettent à parler des cinémas en plein air, des rencontres qu'ils y faisaient, etc. Et puis, ça s'anime.

Il y avait beaucoup de souvenirs - et tout cela est peut être propre à l'enfermement où tous ces corps ne se touchent pas - sensuels dans les histoires qu'ils racontent comme l'un qui me racontait la façon dont sa maman faisait le pain et lui jetait les morceaux de pain comme si c'était un chiot. Il racontait la rondeur du bras de sa maman contre lequel il se mettait. En racontant cette histoire, ce prisonnier très « baraqué » redevenait l'enfant qu'il était. C'était magnifique.

Mathieu Bietlot: C'est vrai que ce qui ressort de votre livre, malgré toutes les difficultés que ces personnes ont vécues avant de partir, en migrant ou en arrivant en France, c'est quelque chose de positif, de la joie, de la débrouillardise, même s'il y a des drames aussi. Est ce que c'était une volonté de vous et Michèle de mettre cela en avant, ce côté positif, ce côté vivant ou était-ce quelque chose qui s'est dégagé de leur récit?

Sylvie Granotier: C'est toujours pareil, ça dépend du regard qu'on porte sur les autres. C'est vrai qu'ils nous ont raconté aussi leurs épopées et qui sont des épopées souvent d'une grande naïveté : en chemin, il y a des enfoirés qui les dépouillent, qui leur racontent des mensonges, qui les emmènent dans des chemins improbables et détournés alors qu'ils ont payé cher le voyage et qu'ils se retrouvent à la case départ parfois, dans leur pays, la queue basse, mais toujours déterminés à repartir, etc. Là-dessus, le discours commun c'est de dire "on fuit!", fuir les difficultés économiques, fuir les horreurs de la guerre, mais il n'y a pas que ça... Il y a aussi le rêve ! Il y a aussi le rêve d'un ailleurs où tous les possibles sont ouverts et qu'on n'a pas chez soi. Si on parle d'origine, j'en viens toujours à dire qu'on vient tous d'Ethiopie et que si on était resté sédentarisés en Ethiopie, on ne serait pas là aujourd'hui. En plus, il y a tout un développement de l'humain qui fait sa noblesse, mais ça c'est ma conviction profonde. C'est pourquoi je suis si touchée par les personnages de Giacometti? Ce sont de grandes statues fines d'hommes qui marchent. Je suis très émue par elles car ces hommes se tiennent très droits, avec des grands pieds et ils marchent. Je me dis : " voilà l'homme, sa noblesse c'est qu'il marche. Et ces hommes-là, ils avancent. Ils savent qu'ils risquent leurs vies – et beaucoup laissent leur vie -, ils sont plus ou moins conscients des difficultés qu'ils vont rencontrer sur leur chemin, mais ils y vont ! Parce que l'homme est curieux, que l'homme va ailleurs, qu'il essaye de réinventer sa vie, de se réinventer autrement et je trouve qu'ils accomplissent des choses que, moi, je serais incapable de faire.

Mathieu Bietlot : Alors, on reviendra, je pense, tout à l'heure à la discussion avec François sur ce caractère propre à l'humanité du mouvement de la migration. Mais, pour revenir toujours sur votre démarche, pour obtenir de tels témoignages, est-ce que vous avez dû

surmonter des obstacles ou c'est venu spontanément? Moi, j'ai des expériences de discussions avec des sans papiers, des candidats migrants où il me semble que, souvent, ils sont tellement conditionnés par leur situation de précarité de séjour que, on a un peu l'impression que tout ce qu'ils vont dire pourrait être utilisé contre eux ou favorablement à l'évolution de leur dossier de séjour. Et donc, c'est parfois difficile de les faire parler d'autre chose que ce qu'ils veulent mettre en avant pour justifier le fait qu'ils aient droit à des papiers ou à l'asile. Est-ce que vous avez eu cet obstacle-là?

Sylvie Granotier : Alors, d'abord, ils étaient tous évidemment volontaires. Personne ne les a obligés à venir et, lors de la première rencontre, franchement, ni Michèle ni moi - après on faisait les rencontres séparément, on y allait une fois sur deux - on n'en menait pas large parce qu'on arrive pleines de bonne volonté, mais, par exemple, il y en a un qui est arrivé carrément avec son dossier et qui pensait qu'on allait l'aider à écrire les démarches. Alors que ça, dans les prisons, il y a du personnel pour ça. Mais, bizarrement, comme on a joué franc jeu, les choses ont été claires. C'est-à-dire qu'on leur a dit, « voilà, là-dessus, on ne peut pas vous aider, là-dessus, on ne peut pas vous aider, là-dessus, on ne peut pas vous aider. Ce que vous raconterez, on se fiche de savoir si c'est la vérité, si c'est des mensonges. Nous, on est des auteures de fiction, votre parole nous intéresse. Les histoires que vous avez à nous raconter nous intéressent quelles qu'elles soient ». On leur a aussi dit les différentes possibilités de ce qu'on en ferait, mais leur anonymat était bien sûr garanti. De toutes façons, ils ont tous des pseudos. On ne connaît jamais leur nom réel puisqu'ils sont sans papiers donc, la police n'a pas les moyens de savoir quelle est leur identité réelle. Je sais qu'on a eu des démarches un peu différentes avec Michèle mais, moi, je leur ai parlé de moi aussi. C'était aussi un échange. Evidemment, ce n'était pas dans les mêmes circonstances, mais j'ai souvent vécu ailleurs que mon pays natal. Evidemment, vu qui je suis, les moyens que j'ai, le milieu social dont je suis issue, le fait que je sois une occidentale, j'ai été bien vue. On ne m'a jamais chassée. Et, c'est une question que à l'époque, je ne me posais jamais. Passer les frontières, m'installer quelque part, rencontrer les gens me semblaient des choses extrêmement naturelles. Juste une petite chose, le titre du livre. Pendant qu'on était en train de les mettre en forme, je suis allée voir un spectacle de Pina Bausch. Magnifique comme tout les spectacles de Pina Bausch. Et, à un moment, il y avait une danseuse qui s'approchait des premiers rangs du public et elle arrivait comme ça, elle regardait la personne droit dans les yeux et avec une voix très brutale, elle disait : "Goodbye! Where do you come from?". Et, je me suis dit que c'était exactement cela qu'on est en train d'écrire. Les sans papiers, on leur dit : "Salut! Au revoir! Vous venez d'où?". Et, nous, on s'est dit, nous, on ne leur dit pas "au revoir" mais on leur dit "mais, d'où venez-vous?" et c'est pas "d'où venez-vous, qui êtes-vous?", c'est "d'où venez-vous, qui êtes-vous parce que vous nous intéressez?" et je pense que ç, ils l'ont senti.

Mathieu Bietlot : Vous venez de dire que vous êtes des auteure de fiction. Votre démarche est avant tout littéraire. Et c'est vrai que, par rapport à d'autres recueils de témoignages que ce soit de détenus ou de migrants, ce n'est pas juste une succession, une collection de témoignages. Y'a vraiment un travail d'écriture. Vous avez mélangé les histoires et c'est absolument votre sensibilité à chacune d'accentuer telle ou telle chose. C'une démarche littéraire qui est très agréable à lire mais est-ce que votre démarche est seulement littéraire ou y a-t-il aussi un acte politique ? Et là, on va s'orienter vers la suite de la discussion avec François. En préparant la rencontre, je pensais notamment à un philosophe politique qui s'appelle Jacques Rancière qui dit que la démocratie, c'est faire exister les subjectivités. Il n'y a une vraie politique que quand on donne voix aux sans voix, quand on donne une part à ceux qui jusqu'ici n'avaient pas de part, quand on compte les incomptés. Est-ce qu'il y a ce type de démarche dans cette volonté de donner une voix à ces personnes qui d'habitude n'en ont pas ?

Sylvie Granotier : J'ai du mal à séparer les domaines. Une des grandes qualités du polar, puisque j'en écris, c'est qu'il donne la parole à des gens qui ne sont pas au cœur de la littérature habituellement et, je sais que j'avais écrit un roman sur le bord des routes et d'une clocharde, et c'était vraiment compliqué parce que cela demandait de faire ce saut, de se mettre dans cette réalité-là. Cela me semblait, outre le devoir d'écrivain, un devoir de citoyen de base. Alors, c'est vrai que les frontières m'ont toujours beaucoup heurtées. Je suis consciente des difficultés qu'il peut y avoir, bien sûr, mais je pense aussi que c'est toujours en s'ouvrant qu'on grandit et jamais en se refermant. Cela ne voulait pas être un livre militant, cela voulait, pardon mais, cela voulait être un livre humaniste on va dire. Et, il y a aussi un principe de réalité très simple : on ne pourra jamais fermer les frontières. Donc, pour moi, il ne s'agit pas d'être pour ou contre les sans papiers. Cela n'a pas de sens. Ils sont là, c'est une réalité. Alors, qu'est-ce qu'on fait avec cette réalité-là? C'est là que la question commence à se poser. Je n'ai pas de solution de ce point de vue-là. Simplement, ils sont là et nous sommes à égalité avec eux...ou on devrait l'être.

Mathieu Bietlot : Et bien justement, la transition est possible parce que c'est un peu la question que l'on va essayer d'aborder avec François De Smet. Peut-être pour commencer, François, je vais te proposer de réagir à ce que tu as entendu maintenant et ce que tu penses de ta lecture du roman?

François De Smet : Oui, mais je voudrais commencer par vous dire que j'ai beaucoup aimé votre livre. Je suis d'autant plus à l'aise que, les deux, trois premières minutes, quand je l'ai reçu, je me suis d'abord dit "ouais, encore un bouquin larmoyant, gentil nous parlant des sans papiers qui sont tous gentils avec des causes légitimes et du méchant gouvernement qui quoiqu'il fasse est en tort. Encore un bouquin plaintif et simplement descriptif». Et puis, pas du tout, vous évitez à la fois le piège de l'angélisme et du populisme. Vous ne faites que décrire mais vous le faites avec un style et avec un talent qui donne du corps à toutes ces histoires. On sent surtout beaucoup d'attachement à ces histoires et je trouve qu'effectivement, ce n'est pas plaintif du tout. Un de mes passages préférés du livre [je ne vais pas le lire entièrement], je parierais bien que c'est de vous. «C'est un point commun qui m'a impressionné chez la majorité de ces hommes qui vient raconter et écouter chaque semaine. Ils ne sont jamais dans le registre de la plainte. Il y a chez eux un côté « on prend des risques, on les assume »». Tout est là. Aujourd'hui, on a un système où il y a une absence de politique migratoire selon moi qui s'est gentiment transformé en forteresse où on n'ouvre pas les portes d'une manière qui pourrait correspondre aux motivations. Tout est là. Et l'éléphant au milieu de la pièce, c'est pourquoi est-ce que les gens migrent? Et, les ouvrages dans ce genre sont utiles, sont nécessaires, mais ils ne sont pas suffisants. Parce que, même si vous n'aimez pas ça, il faut aussi parler de globalisation, de chiffres, mais l'aspect micro, c'est intéressant. Quand vous faites des sondages, quand vous demandez aux gens leur opinion sur des grands sujets de ce style, que ce soit sur le regroupement familial, que ce soit sur les sans papiers, sur les expulsions, ils ont des positions relativement fermées, conservatrices. En revanche, dès que cela touche quelqu'un qu'ils connaissent, le fils du voisin par exemple qui est si chouette à l'école et dont la famille est si superbement intégrée. Alors là, les mêmes, je suis sûr que ce sont les mêmes, font des lobbyisations, réunissent un village autour de la question et se mobilisent. "Oui, mais parce que ceux-là, ils sont chouettes, ceux-là, on les connaît". Et tout est là. Comment passer du micro au macro ou inversement? Ce que vous avez dit tout à l'heure au niveau des chiffres et des positions du ministre de l'identité nationale et de l'intégration est parlante. Si vous commencez à réfléchir à toutes les histoires individuelles qu'il y a derrière les chiffres, vous ne faites plus du tout de politique migratoire et c'est tout le problème. Il n'y a pas de politique migratoire parce qu'on ne s'interroge pas sur

les motivations des migrants. En général, d'ailleurs, on mélange tout : entre les demandeurs d'asile, les demandeurs de regroupement familial, etc. Les gens immigrer. Alors, il y a ce que l'on appelle en sociologie, les facteurs « push » et les facteurs « pull ». Donc, à la fois, il y a des circonstances et des motivations qui poussent les gens à partir de chez eux et il y a celles qui les attirent ailleurs et, en général, on ne migre pas pour un seul type de raison. C'est quand même une grande décision de quitter son pays. On est poussé à le faire pour des motifs qui vont parfois de choses légères comme simplement aller voir si l'herbe est plus verte chez le voisin ou des motifs extrêmement plus impérieux qui sont, en général, mieux vus par les sociétés d'accueil qui sont assez peu perméables à ces nuances. C'est un mélange de motifs très différents. Mais le point commun, et je trouve que cela se retrouve dans tous vos personnages, ce sont tout de même des gens qui ont simplement voulu mieux vivre, que cela soit pour eux-mêmes ou pour leur famille. Et cela ne fait pas partie des cases qui permettent d'immigrer. Je ne vais pas vous assommer de chiffres. Mais, vous pouvez émigrer en Europe grosso modo pour une démarche d'asile, de regroupement familial, d'étudiant et c'est à peu près tout. Vous pouvez émigrer pour migration de travail, mais sur tous les visas que la Belgique délivre, en gros, vous avez dix pour cent qui sont délivrés pour des motifs de travail. C'est extrêmement difficile à obtenir. Et, en général, ce sont des Japonais, des Indiens ou des Américains qui les ont. Il n'y a pas, c'est même un gros mot de le dire, de politique économique migratoire où l'on autoriserait- les frontières sont fermées depuis septante quatre - les gens à migrer pour raisons économiques. Et donc, forcément, les gens vont dans les cases qui existent. Ils sont poussés à être clandestins, à frauder sur l'asile, le regroupement familial et d'autres causes et à, parfois, se retrouver à faire des délits de droit commun qui font en sorte que vous finissez par vous retrouver en face d'eux dans une prison. Il y a une nécessité volontaire des nations européennes d'assumer la migration qui, effectivement, je suis tout à fait d'accord avec vous, va continuer. Il n'y a aucune raison que cela s'arrête. Il serait temps simplement de la voir en face et de la traiter politiquement en faisant en sorte que, et je termine, que les voies d'entrée de l'immigration légale correspondent aux aspirations. On ne serait plus dans ce jeu d'hypocrisie.

Sylvie Granotier : C'est sûr que je n'ai pas les outils pour répondre à ces énormes questions. Simplement, pour parler de façon pragmatique, un des trucs frappant, c'est que, quand il y a eu ces retours volontaires avec une petite aide financière, tout ceux qui en ont profité sont partis, ont fait la fête là-bas, ont fait des cadeaux et sont revenus. Ce qui revient tout le temps, c'est, "si on nous chasse, on reviendra" c'est-à-dire que le moteur de départ est puissant. Parce que, effectivement, pour quitter - enfin, on n'a qu'à s'identifier à ça deux minutes - c'est difficile. C'est comme ce gamin qui avait dix-sept ans et qui a sauté, au large de Brindisi, d'un bateau et qui a nagé jusqu'à la côte italienne. Il avait son pantalon et sa chemise et était trempé. Il ne parlait pas un mot d'italien. Je veux dire, s'arracher à tout ce qu'on a de plus familier, tout ce qui fait un environnement, ne pas parler la langue, ne pas avoir l'argent c'est-à-dire partir dans un inconnu complet est très difficile. Le moteur de départ est forcément très, très, très puissant. J'ai regroupé plusieurs histoires que j'avais entendues. J'ai rencontré des Africains, des gens du Maghreb qui avaient appris cinq langues. Il y avait un jour un Chinois et un Africain qui parlaient de la langue chinoise que je disais très difficile de par ma petite expérience. Et l'Africain me regarde et me dit : « ben, non, le chinois, pas difficile, hein! » . « Bon d'accord, vous avez déjà essayé ». « Oui, je parle chinois ». Et démonstration, il se met à parler chinois avec le Chinois qui était là. Donc, je lui demande comment cela se fait et il me dit : "Eh bien, le seul boulot qu'on trouve, c'est faire la plonge et, souvent, dans les restaurants chinois. Forcément, on apprend la langue, on n'a pas le choix." Donc, ils ont fait plusieurs pays d'Europe, à chaque fois, ils ont appris la langue. Ici, les rencontres se faisaient en français. Ils parlaient en français. L'énergie déjà du voyage, la souplesse incroyable, la

vivacité d'apprendre une langue, d'apprendre des métiers - parce qu'ils ont tous appris des métiers même s'ils travaillent au noir ou ils sont exploités - c'est quand même des atouts incroyables. Et, donc, pour des populations un peu vieillissantes, un peu repues, c'est une chance.

François De Smet : Je suis d'accord avec vous. Le problème pour moi, c'est que tous les migrants, à priori, ne sont pas à égalité dans leur chance d'arriver à cela. Et le fait qu'il n'y ait pas de voie d'entrée économique fait en sorte que ceux qui osent, en général, ne sont pas les plus pauvres. Ce sont ceux qui ont réussi à trouver les moyens pour arriver. Et ce sont ceux, mais c'est très néo-libéral malheureusement, qui ont finalement le courage de prendre des risques, de tout claquer, de savoir qu'ils vont être en infraction dans le pays dans lequel ils vont arriver, de s'accrocher avec la volonté que vous venez d'aussi bien décrire jusqu'à obtenir des papiers d'une manière ou d'une autre. Alors que le même gars, s'il va à l'ambassade de son pays ou à l'ambassade de Belgique demander le visa pour demande de travail, il se le verra, sauf quelques cas exceptionnels, refuser. Donc, vous n'avez que des gens qui ont pris des risques et qui les assument parce que ce sont les seuls qui ont une chance d'arriver. C'est cela qui, quelque part, ne va pas. C'est que notre fermeture par rapport à ce genre de voie migratoire favorise une société du risque où il faut faire une grève de la faim dans une église pour avoir des chances d'avoir des papiers. C'est ça qui n'est pas normal. C'est qu'il y a une valorisation de ceux qui ont le cran de tout laisser. C'est une sélection en soi.

Mathieu Bietlot : Mais, ceci dit, cela va totalement à l'encontre, François, et je suis tout à fait d'accord, de l'image que certains ici répandent des migrants. Pour le refus d'accès, certains ont tendance à dire : "ce sont des profiteurs, des parasites qui viennent juste profiter de la sécurité sociale ». En effet, c'est le contraire qui se passe. Ce sont des gens très volontaires, peut-être plus volontaires au travail et pour le reste, peut-être plus débrouillards que certains de nos concitoyens. On est bien d'accord apparemment ici tous les trois et c'est vrai que, de nombreuses études le montrent, les migrations existent et existeront toujours. Les personnes qui décident de venir viendront de toute façon, coûte que coûte, reviendront s'ils sont éloignés et, finalement, les politiques mises en place par la Belgique, par la France ou par l'Europe ont peu d'impact sur la décision migratoire. Mais, tu disais François, qu'il y a un manque de connaissance de nos responsables des réseaux immigrés. Je ne suis pas sûr de cela. Tout ce qu'on vient de dire, ça se sait et je pense que nos ministres et élus sont quand même suffisamment documentés que le savoir si ils veulent le savoir. On peut faire ce qu'on veut, les gens viendront et, pour le moment, ils viennent dans de très mauvaises conditions en prenant des risques, en s'organisant avec des passeurs, etc. Si nos politiques ne s'adaptent pas à cette réalité, c'est pas plutôt en raison de, je dirais, une crispation sur une certaine prérogative souveraine de l'Etat - qu'il est en train de perdre ailleurs - ? Ne s'acharne-t-il pas un peu sur certaines matières où il peut encore avoir prise alors que, dans le domaine socio-économique, il est complètement dépassé. Et aussi, n'est-ce pas lié à des enjeux électoraux ?

François De Smet : Je suis d'accord en partie avec toi. Pour moi, il y a deux éléments. Il y a un élément sociologique et, vous en avez parlé, qui concerne à mon avis tout le monde. C'est que je crois qu'il y a un complexe du sédentaire vis à vis du nomade. Parce que le nomade est celui qui arrive, qui vous impose leur présence, qui a pris des risques. Il y a des études qui le démontrent. L'étranger qui migre tout à fait légalement, qui a affronté des choses, qui s'installe à côté de vous et qui réussit mieux que vous, ça rend dingue le sédentaire. Sur l'argument politique, moi, je trouve qu'on est coincé parce que ni à droite, ni à gauche, on a les bons outils. Ils sont bloqués clairement par une peur traditionnelle de l'étranger. On a une certaine droite qui jouent, comme ce qui se passe en France actuellement, sur ce ressort-là : de

manière un petit peu facile, on prend comme bouc émissaire ces sans papiers. C'est un ressort tellement facile qu'on ne va pas s'étendre là-dessus, mais ça joue très fort. Et, comme il y a des impératifs électoraux, ça empêche un débat sérieux sur ce dont on parle c'est-à-dire, l'accueil de gens qui veulent immigrer pour des raisons qui correspondent à leurs attentes et en prenant l'intérêt même des sociétés d'accueil, car, de toutes façons, on va avoir un problème démographique - même à migration constante - qui devra nécessiter de toute façon de faire venir des gens. Mais, il y a aussi un blocage à gauche. Dans une certaine gauche, on ne veut pas entendre parler de la migration économique parce qu'on hurle très vite à l'odieux utilitarisme capitaliste qui favoriserait le fait de faire venir des travailleurs de l'extérieur. Elle nous dit : « il ne faut pas essayer de faire venir des gens de l'extérieur pour travailler, il faut d'abord donner de l'emploi aux gens ici. ». Mais, les mêmes, une fois que ces gens sont quand même venus illégalement, sortent les drapeaux blancs en disant : « personne n'est illégal au démarrage. ». Je trouve qu'il y a aussi un sérieux problème. Et donc, entre une certaine droite qui joue et une certaine gauche - je dis bien une certaine parce qu'il ne faut pas globaliser, vous avez des gens sérieux et raisonnables partout dans les partis démocratiques - c'est l'impasse. Il faut probablement remettre de la cohérence dans tout ça. Et aucun des deux, pour les besoins d'un électorat basé sur la peur - peur dans le sens social de l'autre, peur de l'étranger, xénophobe de l'autre - n'ose bouger. On se regarde en chiens de faïence et nous n'avons toujours pas de politique migratoire. Un dernier mot pour dire qu'il y a quand même un petit progrès. C'est que, jusqu'à présent, dans un pays comme la Belgique où les compétences migratoires étaient systématiquement liées au Ministère de l'Intérieur et en celles de la Justice, on commence à avoir des portefeuilles de la migration qui se débloquent dans d'autres compétences. C'est une revendication du Centre pour l'Egalité des Chances pendant longtemps, celle de prendre conscience que la migration, c'est bien autre chose que la protection des frontières, que la police et que la justice. Mais, même au niveau micro, chez les citoyens, c'est un débat. C'est pour ça que les petites initiatives comme celle-ci sont importantes et doivent se porter. Et l'appel à l'art est un vecteur essentiel parce que c'est beaucoup plus parlant que des rapports chiffrés.

Sylvie Granotier : Mais, est-ce qu'il n'y a pas un intérêt économique aussi ? Parce qu'il y en a qui se débrouillent, vraiment, qui trouvent du travail. Souvent, c'est du travail où ils sont surexploités, très mal payés où, éventuellement, ils paient des impôts, des charges, mais ils ne récupèrent pas la sécurité sociale parce qu'ils n'ont pas de statut légal. Il y a donc une exploitation. Je ne sais plus ce qu'on avait découvert en France. C'était, je crois, des grands travaux qui avaient été faits à l'Assemblée Nationale et on a découvert que le gros des travailleurs étaient des sans papiers utilisés pas une société.

François De Smet : C'est un aspect de votre livre surréaliste d'ailleurs. Je m'en souviens bien, vous avez raison. Je crois que, normalement, l'Etat a intérêt à ce que tout le monde sorte du travail au noir, paie des impôts réguliers. Naturellement, il y a une économie souterraine. On le sait. On le sait pertinemment, mais le reconnaître forcerait de devoir commencer à s'intéresser à la possibilité d'ouvrir un canal migratoire au travail ce qui est très difficile à vendre à une population à laquelle vous avez beau dire que la population vieillit, tout ce qu'ils voient, c'est que le chômage est important. « La précarité est là. On a déjà assez d'étrangers sur le dos. Il ne faut quand même pas en faire venir volontairement d'autres ! » Tout le débat politique est aussi pernicieux que ça.

Mathieu Bietlot : C'est ça qui complexifie les choses effectivement. Parce que trouver une réponse à la question migratoire, ça a plein d'impacts sur d'autres choses effectivement. Sur le travail par exemple parce que ces migrants sans papiers sont là et participent à notre

économie, mais d'une manière qui, finalement, arrange tout le monde parce qu'ils ne font pas grand-chose à personne et, par contre, ils nourrissent l'économie. Et, moi, justement, quand je réfléchis à cette question, je me dis de plus en plus que les migrations, quelque part, elles nous interrogent et elles nous obligent à remettre en question toute une série de fonctionnements de notre société qui sont déjà en crise. L'organisation du travail est déjà en crise puisqu'on a le problème du chômage depuis des années. La sécurité sociale est en crise puisqu'elle n'arrive plus à couvrir tout le monde. Et c'est vrai qu'il n'y a aucun parti politique qui ose prendre ce risque-là. Mais il est intéressant de voir ces migrants non seulement comme des humains, mais comme des gens qui viennent interroger notre système, qui nous montrent que notre système, construit quand même il y a quand même un siècle ou plus, doit peut-être évoluer, s'adapter à un monde qui est vraiment en changement par rapport à ses fondements.

Sylvie Granotier : C'est toujours vertigineux de lancer les questions de fond, mais dès que je suis devant quelque chose de vertigineux, je reviens à du petit et à du concret. Je prendrai un exemple très simple. Je vais beaucoup dans la Creuse, c'est une région que personne ne connaît au centre de la France. C'est un endroit que j'aime énormément. Et là, je vais au supermarché, Carrefour. Hors, depuis quelques mois, à Carrefour, il y a des machines qui remplacent les caissières. J'ai proposé qu'on organise un boycott des machines. Parce que, d'abord, je ne vois pas pourquoi les clients feraient le boulot et que, deuxièmement, c'est des emplois qui sont en train de disparaître. Parallèlement, quand on lit la presse et qu'on est dans le monde réel, on voit les chiffres des pages économiques, je vois que les entreprises du CAP 40, après cette terrible crise économique, qui a failli tous nous mettre à terre (ton ironique), sont en progrès hallucinant en particulier Carrefour. « Ah », je me dis, « formidable, les actionnaires enfin voient leur portefeuille augmenter ». Il y a de plus en plus de chômage et à qui est-ce qu'on va fourguer les produits qui permettent à tout le système de fonctionner si on n'a plus les moyens de les acheter? Je veux dire, la caissière de Carrefour qui perd son boulot, elle ne pourra plus, ce mot atroce utilisé maintenant, consommer les citoyens aujourd'hui sont définis comme des consommateurs. On a un devoir de citoyen aujourd'hui qui manque terriblement de noblesse parce qu'on a un devoir de consommation pour faire aller la machine. Qu'est-ce qu'on peut faire à notre petit niveau à part écrire des livres pour essayer de raconter la vie réelle de l'un ou de l'autre ?

François De Smet : Ecoutez, c'est déjà pas mal! D'abord, parce que ça permet la projection, ça permet de se demander : « est-ce que, moi aussi, j'aurais fait la même chose, est-ce que j'aurais eu le cran de quitter, de partir, de faire cet arrachage pour aller vivre ailleurs? ». C'est une dimension intéressante. Les images sont mondialisées, c'est sûr. Il n'y a pas un endroit du monde maintenant où on ne reçoit pas des images de notre confort, de notre mode de vie. Bon, c'est très exagéré, car ils reçoivent souvent des images de séries télévisées. Nous leur vendons, nous leur distribuons ce genre d'images, mais nous leur demandons de rester là et de ne pas avoir envie de venir en profiter ! Je pense qu'effectivement, la migration est et restera un phénomène universel. Par exemple et à l'inverse, quarante mille belges partent chaque année du pays. C'est pas mal à l'échelle de la Belgique.

Mathieu Bietlot : C'est plus que les migrants et les demandeurs d'asile qui arrivent chez nous non ?

François De Smet : C'est une petite moyenne qui s'en va chaque année, mais ce qu'on appelle le solde migratoire est quand même positif parce qu'entre quatre vingt et cent mille personnes arrivent également chaque année. Je pense que ça a toujours été comme ça. Simplement, vu la massification des moyens de transport, la massification de la vitesse de l'information, cela va

beaucoup plus vite et donc, cela déstabilise les gens. C'est plus confortable d'avoir quelque chose d'homogène, de fini, d'avoir un environnement qui ne bouge pas autour de nous. Alors, qu'en fait, c'est une illusion d'optique. On est des êtres finis et donc, on a l'impression que ce qui nous entoure est stable alors que rien ne l'est. Ni la couleur blanche de notre peau n'est quelque chose de stable - c'est le produit d'un mélange et d'un métissage sur des milliers d'années qui va encore évoluer – ni la langue française que nous parlons - elle ne sera plus du tout la même dans 200 ou 300 ans. Et nous, nous vivons dans l'illusion de vivre avec des choses stables, ça nous rassure. Quand des migrants arrivent et illustrent comment marche le monde à savoir tout est mixage, c'est vrai que c'est déstabilisant pour garder une identité. Les autochtones sont parfois déstabilisés parce qu'ils ont l'impression que leur identité est en jeu. On a moins peur de l'étranger quand on a l'impression qu'il ne va pas nous envahir ou nous imposer une manière de voir les choses que de l'étranger qui va très certainement s'adapter. Il y a eu tout un temps où, en Belgique, on a eu une émigration économique assumée. Vous le savez tous, pour reconstruire l'Europe d'après-guerre, nous avons non seulement fait venir l'argent des Etats-Unis, mais aussi des travailleurs d'Italie, du Maghreb, de Turquie, d'Espagne avec, à chaque fois, des conventions bilatérales entre la Belgique et tous ces pays. Et quand les gens arrivaient dans le cadre de ces conventions-là, d'abord, ils n'étaient pas certains de ne pas repartir, car c'était à titre provisoire et, ensuite, ils avaient une attitude d'invités. « Je suis invité chez vous donc normalement, je vais respecter les us et les coutumes que je vois autour de moi, je vais me tenir relativement à carreau, je vais essayer de me fondre dans le décor, je vais apprendre la langue, en plus je suis là pour du travail, je ne vais pas moufeter ». Ces gens là restent même si on ne donne pas vraiment les moyens à l'intégration de ces gens là de fonctionner : ils se retrouvent dans les mêmes quartiers là où il aurait fallu disséminer les gens. Leurs enfants et leurs petits enfants sont nés chez nous, ont la nationalité Belge, ne voient pas pourquoi ils devraient se constituer en invité alors qu'ils sont chez eux. Ils ont un diplôme et se retrouvent discriminés à qualité égale. Cela génère un sentiment de frustration et parfois à un appel à une reconquête « culturelle » genre « on veut pas de nous, il faut quand même qu'on trouve une façon d'être fiers de nous ». Donc, parler de cela, parler de l'histoire de l'immigration dans les écoles, faire venir des sans papiers ou des migrants avec papiers dans les débats, voyager dans le monde, etc. change le regard : on ne voit plus la migration comme une menace. C'est un débat que l'Europe va devoir mener, car nous sommes dans une Europe qui vieillit et qui devrait s'inspirer de certaines politiques comme celle du Canada qui vont chercher des migrants. Il y a certes un degré de quota, mais ils prennent des gens de toutes les fonctions : des managers, des ouvriers et il y a un parcours adapté. Dès que vous entrez dans la politique d'intégration, vous savez exactement ce qui va se passer jusqu'à l'obtention de la nationalité canadienne qui est prévue à la fin du contrat. Je ne dis pas que c'est la solution magique, mais réfléchir à une politique proactive au lieu de cette fausse forteresse nous mènerait à quelque chose de plus intelligent. Maintenant, on a un Etat, la Belgique, qui veut faire croire qu'il a une souveraineté en décidant qui entre ou pas sur son territoire et cet Etat n'a pas vraiment les moyens de le faire respecter. Pour moi, les centres fermés ne servent qu'à ça : si on voulait mettre dehors toutes les personnes qui sont en séjour irrégulier sur le territoire – en général, on sait où ils se trouvent, car ils sont inscrits d'une manière ou d'une autre à la commune – ce serait possible. Mais un, ce serait insupportable philosophiquement et moralement et deux, l'Etat n'a pas les moyens de le faire. Alors, il fait demi-tour : on crée des centres fermés où a priori vous n'irez pas sauf si on tombe sur vous un peu par hasard. Le message derrière est : « si vous êtes irrégulier en Belgique, tenez vous à carreau, mais ne vous promenez pas sur les marches de la bourse à 3h du matin car là, vous pourriez vous retrouver dans un centre fermé et vous faire expulser ». Cela permet, et c'est un message surtout pour l'intérieur évidemment, de dire aux citoyens

moyens : « regardez, on expulse des gens ». Pour moi, c'est une diversion. Si on regarde les chiffres, ça ne tient pas debout. C'est juste pour prouver qu'un Etat existe.

Sylvie Granotier : A propos de l'immigration aux Etats-Unis, pendant la cérémonie durant laquelle on devient citoyen Américain en tant qu'étranger, on vous remercie d'avoir choisi les Etats-Unis d'Amérique.

François de Smet : Oui, cela montre la manière dont on peut contribuer au pays. Cela donne envie de venir.

Sylvie Granotier : Oui, c'est à la fois une marque de respect, mais les remercier c'est dire « merci de nous avoir choisi ». Dans mon récit, ils ne se sont pas retrouvés en Europe par hasard. C'est aussi un lieu de choix. On a l'impression qu'ils subissent leur vie plutôt que de la choisir, mais il y a des choix au départ.

Parole à la salle

Intervenant 1 : Je suis entré ici par hasard et je suis tout à fait d'accord avec ce que vous venez de dire. Je voulais justement faire une remarque sur la politique d'émigration aux Etats-Unis, car ils intègrent plus de nouveaux arrivants que le reste du monde réuni, alors je me dis, comment est-ce qu'ils font ? Comment nous n'avons pas une politique pensée à ce sujet ? Bon, je sais que ça ne se fait pas sans problèmes, ils sont en moyenne 20 à 30 millions d' « illégaux » aux Etats-Unis, comme il n'y a pas de carte d'identité obligatoire...

Sylvie Granotier : C'est leur histoire, les migrants. C'est une des premières nations de migrants. Ils ont d'ailleurs fait très fort : ils ont commencé à massacrer ceux qui étaient sur place – enfin, « ils », c'était largement « nous » qui avons fait cela - pour s'y installer. La dernière fois que j'y suis allée, c'était à Los Angeles en Californie qui est devenue une ville asiatique, c'est hallucinant. En plus, c'est par quartier homogène : le quartier coréen, le quartier vietnamien, etc. Par rapport à l'éducation par exemple, le niveau des coréens dépasse largement celui des Américains. Ces gens sont donc arrivés avec une énorme énergie et ont fait leurs études supérieures aux Etats-Unis, ils ont dopé une ville comme Los Angeles. On sent que la richesse de la ville dépend de cette nouvelle immigration qui a, tout à coup, donné un coup de jeune et a amené des choses de l'extérieur. Je m'étais dit à un moment, dans mes moments de rêves idéalistes, que finalement, la mondialisation, avec laquelle, on se sent si impuissant, c'était peut-être de repartir du village pour recréer une nouvelle façon de vivre ensemble, de créer du lien social, une solidarité même sur le développement du travail. J'avais lu, car il y a des maires qui ont des initiatives incroyables, que les villages ou les petites villes où ça avait le plus bougé, c'est quand le maire vient d'ailleurs en particulier dans les zones rurales. On est tellement dans son traintrain qu'il est bon de voir arriver quelqu'un d'ailleurs qui nous dit que d'autres choses existent, se font autrement. Tout d'un coup, ça bouge.

Mathieu Bietlot : C'est en effet en bougeant qu'on évolue et que la civilisation humaine s'est développée. Ca peut se voir effectivement au niveau local.

François De Smet : Tout le débat est en effet comment positiver la migration dans son image pas seulement chez les politiques, mais chez les citoyens, car les politiques ne font jamais que de se baser sur ce qu'ils pensent être l'attente des citoyens. Il y a une peur générale. On a l'impression que tout se délite autour de nous, qu'il n'y a plus rien qui tient debout. C'est une atmosphère très positive et conquérante de voir ce que la migration peut nous apporter de

positif et c'est pas facile quand on se sent en état de faiblesse. Il y a aussi le manque de confiance en soi d'une société et d'un pays.

Intervenant 2 : J'ai l'impression qu'il y a aussi une confusion avec le fait que les migrants, une fois qu'ils sont reconnus, je pense aux réfugiés politiques par exemple, reçoivent l'aide sociale et qu'il y a une crispation autour de cela. J'ai, pour ma part, l'impression qu'il y a beaucoup de migrants qui disent « mais moi, je n'en veux pas ». Ils sont mal à l'aise avec cet argent qui tombe. Ils désirent prendre un autre parcours et, étant donné qu'ils ont vécu des situations beaucoup plus difficiles que celles qu'ils vivent en Belgique, ils en sont tout à fait capables. On les accuse sur le fait qu'ils viennent chercher l'argent alors qu'ils ne viennent pas pour ça. S'ils viennent effectivement pour améliorer leur vie, ils ont assez d'énergie pour la gagner et ne pas dépendre de tels ou tels services sociaux par rapport auxquels ils sont souvent très démunis, car ils ne comprennent pas ce qu'on leur veut. Mais pourquoi leur impose-t-on cette espèce de parcours obligé que, parfois, ils ne veulent pas ?

Mathieu Bietlot : Je pense pas qu'on leur impose, mais c'est un problème de perception. Beaucoup pense qu'ils viennent pour ça alors qu'ils ont envie de travailler.

François De Smet : C'est vrai que c'est ce que la population voit en premier lieu. Elle s'identifie à l'argent qui va soit dans la poche des vilains politiciens soit dans la poche des méchants sans papiers qui viennent profiter du système et qui ne voient pas ce retour sur investissement. Cela alimente les stéréotypes. C'est comme les faits divers sur les forums Internet des journaux où, dès qu'un fait divers cite un quelqu'un avec un nom un peu exotique, il y a un défouloir – c'est anonyme donc c'est plus facile - d'un racisme et d'une xénophobie qui est tout à fait effrayant. Je pense que l'aide sociale pour les gens qui arrivent ici me paraît justifiée notamment sur le fait qu'une personne reconnue comme réfugié a un statut presque équivalent à n'importe quel étranger du pays. Il y a des chiffres sur les suivis des régularisations qui montrent que la plupart des gens ont trouvé un travail par la suite. Ils ont envie d'être fiers d'eux et que leur famille soit fière d'eux. Ce sont en général, c'est vrai, des gens qui sont dynamiques et qui cherchent du travail, mais d'un autre côté, on peut pas couper l'aide sociale aux gens non plus, c'est la perception des sédentaires qu'il faut changer.

Sylvie Granotier : Oui, c'est vrai. Je reviens au livre où un détenu avec lequel on a discuté avait été mis au mitard. Je lui ai demandé si ça avait été dur. Il m'a répondu : « oulala, par rapport à la prison chez moi, c'est un hôtel de luxe ». Bon, il exagérait certainement un peu, mais je crois qu'on ne mesure pas de quel type de vie et de quelle organisation sociale ces migrants viennent – et c'est très divers selon les pays en plus - et ça n'a rien à voir avec notre organisation à nous. Le rêve poursuivi de ces gens fait que, quand ils rentrent chez eux, ils disent qu'ici c'est génial, qu'ils sont les rois du pétrole ou sinon, c'est la honte, mais ils ne disent jamais que c'est jamais parce qu'il y a des aides sociales et qu'on est pris en charge. Cela ne fait pas partie de la culture générale de vie. Si on savait cela, peut-être qu'on aurait moins peur qu'ils viennent nous prendre cet argent dûment gagné. Là où je suis d'accord, c'est quand une population se sent fragile économiquement et dans sa définition d'elle-même, elle réagit défensivement et bêtement parce que la peur aveugle, l'inquiétude de perdre aveugle. On ne voit plus les choses telles qu'elles sont, on projette ses propres peurs à l'extérieur de soi au lieu de trouver ses ressorts en soi.

Mathieu Bietlot : D'autant plus dans un contexte qui, depuis le 11 septembre, insiste beaucoup sur le danger, sur la peur et la menace.

Sylvie Granotier : Même avant. La vieille âme de la peur, de faire peur pour tenir les foules a toujours été très active. Même les mouvements syndicaux nous disent de ne pas trop réclamer, car si le voisin est au chômage, c'est vous peut-être demain aussi. La peur est malheureusement l'arme la plus efficace et la plus épouvantable qui existe.

Intervenante 3 : Je voulais revenir sur les Etats-Unis. Il y a quand même un mur construit sur la frontière mexicaine. Il y a beaucoup de sans papiers aux Etats-Unis. Il ne faudrait pas complètement idéaliser la situation.

Sylvie Granotier : Vous avez raison, c'est pas complètement idéal. Le mur, c'est aberrant ! S'ils croient qu'ils vont stopper l'immigration mexicaine avec un mur ! On en revient aux questions très complexes de l'international. Si on voit la situation au Mexique qui est un pays de non droit absolu, où les cartels ont plus d'argent que le gouvernement entier - c'est un pays à fuir - il vaudrait mieux aider à installer des démocraties réelles et à abattre tous ces barons de la drogue. Ce serait beaucoup plus efficace que de faire un mur !

Intervenant 1 : A propos du mur, je ne sais pas si vous avez vu les cartes, mais il suffit de passer à côté.

Vous avez dit qu'il faut voir d'où les gens viennent et, d'où qu'on soit dans le monde, on connaît la façon de vivre en Occident. Mais il y a une exception : la Corée du nord. Là, on ne sait pas comment on vit ailleurs et encore moins en Corée du Sud. Les gens pour partir le font avec grande difficulté, de grands dangers. On n'en sait d'ailleurs presque rien, car ils ne font pas la une des journaux. Ils passent normalement par la Chine, mais la Chine les remballé directement. Ceux qui parviennent – le monde n'est pas tout noir ou tout blanc - à fuir et arrivent en Corée du Sud vivent un ostracisme là-bas. Ils sont vus comme des sous-humains alors que c'est la même civilisation. C'est inimaginable.

Sylvie Granotier : En Allemagne aussi, à la chute du mur, les Allemands de l'est ont été considérés comme des personnes à fuir. On a du boulot !

Intervenant 1 : on ne règle pas tous ces problèmes complexes d'un coup, mais il est évident qu'il y a une absence de politique globale en Europe.

Les intervenants remercient le public et les organisateurs...

Conclusion : « Mais où allons-nous ? » par François De Smet

Ce débat a mis en évidence la complexité de la question migratoire. Celle-ci, pour être appréhendée le plus justement possible, doit faire intervenir à la fois une lumière empirique et une lumière globalisante – ou, dirait-on en économie, « micro » et « macro ». La culture, comme voie d'expression des témoignages de sans-papiers ou d'autres migrants, a un rôle à jouer dans la résolution de la fracture entre ces deux dimensions pourtant antagonistes.

D'une part, l'ouvrage et le discours de Sylvie Granotier, ainsi que la démarche artistique qui les sous-tend, se placent résolument dans une approche empirique : montrer le vécu et le discours des sans-papiers incarcérés pour en montrer les motivations et en tirer une émotion, un message, des enseignements, et surtout mettre en valeur, selon la propre affirmation des auteures, l'humain derrière les chiffres. En face, il y a une réalité globale, dont le « chiffrage »

est à tout le moins nécessaire comme outil, car elle serait ardue voire impossible à se représenter sans le passage obligé par des essais de synthèse de nature démographique, économique, statistique. Cette réalité est tout aussi « vraie » que celle du vécu des migrants, mais elle est plus abstraite, car non-représentable par la somme des récits individuels des sans-papiers.

C'est sur cette base-là que s'axent les discours politiques ayant en charge de réguler la migration, tandis que ceux qui contestent les politiques migratoires vont user des situations individuelles et humaines. Le « dialogue de sourds » traditionnel entre autorités et militants peut ainsi se poursuivre presque indéfiniment, car les uns et les autres se placent sur des registres de discours différents.

Le problème, c'est que ces deux approches sont nécessaires, et que pourtant aucune d'elles n'est suffisante. Oui, des sans-papiers ce sont des hommes et des femmes aux histoires peu banales et souvent bouleversantes. D'accord. Qui le niera ? Même à l'Office des étrangers tout le monde sera d'accord avec ce truisme du politiquement correct. Pour autant, est-ce là un motif suffisant pour laisser les frontières ouvertes au bénéfice du premier arrivé, premier servi ? Serait-ce juste, d'ailleurs, au regard de tous les migrants potentiels du monde ? Et une ouverture généreuse, globale, sans limite, humaine – car selon ce point de vue, être humain c'est être sans limite dans l'accueil - est-elle plausible sans mettre gravement en péril l'équilibre socio-économique des pays d'accueil et le niveau de protection sociale qu'ils garantissent à leurs habitants – tout comme, d'ailleurs, le développement des pays d'émigration ? D'autre part l'approche globalisée, statistique des migrants se révèle tout aussi riche en carences. Le vécu des migrants vaut plus que l'histoire individuelle qu'ils peuvent confier à un assistant social ou à un auteur engagé ; il renseigne sur les motivations réelles des migrants, souvent en porte-à-faux complet avec la place qu'entend leur donner la société d'accueil, ce qui force les candidats à la migration à se déguiser en ce qu'ils ne sont souvent pas : de faux demandeurs d'asile, de faux étudiants, de faux futurs mariés, etc. Le fait que des sans-papiers se retrouvent en prison pour le seul motif d'être sans-papiers n'est pas seulement un scandale humanitaire : c'est aussi le reflet de la gigantesque hypocrisie de notre société qui refuse de considérer ces migrants selon leurs véritables motifs de migration. Leur infraction est qu'ils ne devraient pas être là parce qu'ils ne rentrent pas dans les cases admises. Condamnés donc à enfreindre la loi pour mieux vivre ou pour survivre, leurs récits ne peuvent donc que transpirer la légitimité, l'émotion et l'interrogation. Mais ils ne peuvent suffire en eux-mêmes à bâtir une politique migratoire. En effet élaborer une politique c'est accepter l'épreuve des faits, c'est l'imposition d'un minimum de justice et d'équité – ce qui passe toujours par l'établissement de limites -, et c'est en l'occurrence, inévitablement, mettre les mains dans le cambouis d'une politique migratoire proactive, qui assume que les gens migrent au lieu d'en subir les conséquences, et qui s'ouvre à la possibilité d'admettre que les gens aient le droit de tenter de migrer pour les motifs réels pour lesquels ils partent de chez eux, sans avoir à se déguiser pour mieux entrer dans les cases dessinées par nos peurs et nos idéologies.

Mais pour que ces véritables motivations des migrants percent le mur du politiquement correct et parviennent à s'imposer à l'agenda politique, il convient d'abord qu'elles se frayent leur place au sein même de l'opinion publique ; c'est cette dernière, en effet, qui donne le la du politique, de ses petites lâchetés, de son éventuel courage. La culture possède ce pouvoir rare de transcender les réalités individuelles en les sublimant, afin que la substance du vécu des personnes concernées puisse se synthétiser dans l'esprit de l'opinion et la ranger des pistes, des solutions prenant en compte la dimension d'empathie. Pour parvenir à ce but elle ne doit

se laisser enfermer dans aucune des impasses du politiquement correct. Cela signifie pouvoir vulgariser la parole des migrants, certes ; mais cela signifie aussi tenir compte des peurs, inquiétudes et autres colères d'une population désormais bien plus rétive aux messages moraux que par le passé.

Pour le dire autrement : l'approche empirique médiatisée par le produit culturel (ouvrage, théâtre, musique...) permet de confronter l'approche globale à ses contradictions intrinsèques, et d'ouvrir la possibilité que celle-ci se corrige pour appréhender la politique migratoire de manière lucide, authentique et respectueuse des migrants eux-mêmes. Ce n'est qu'ainsi que la question « Mais d'où venez-vous ? » peut avoir une chance, faible mais raisonnable, de mener à la question « Mais où allons-nous ? ».